

Les fonds exigés pour l'amélioration convenable de l'agriculture ne seraient pas très considérables. Il ne serait ni nécessaire ni à propos de faire des dépenses folles ou extravagantes; mais en gardant une juste mesure, on ne pourrait dépenser de l'argent d'une manière plus avantageuse au pays qu'en l'employant à augmenter ses productions, puisque ce sont les champs du Canada qui doivent soutenir notre industrie et notre commerce, nourrir nos villes et nos villages, et former un revenu pour le maintien de notre gouvernement. C'est un fait évident de soi et qui n'a pas besoin d'être prouvé, que nul pays, nul peuple ne peut acheter plus qu'il ne peut vendre, s'il paie ce qu'il achète. Il est donc manifeste que si nous voulons améliorer l'état de notre industrie et de notre commerce, de nos villes et de nos villages, nous devons commencer par augmenter la quantité et la valeur des productions créées annuellement par la culture de nos terres. La grande erreur de notre système, c'est que nous avons employé des capitaux à bâtir et embellir des villes et des villages, au lieu de les appliquer à l'amélioration des campagnes, et à l'augmentation de leurs productions. Nous en pouvons voir maintenant les conséquences dans le nombre des maisons et des magasins qui ne sont ni loués ni occupés. Il est absurde de s'imaginer que la prospérité de l'industrie et du commerce ne dépend pas principalement de la prospérité des campagnes. Que le pays produise abondamment tout ce qu'il est en état de produire, et nous aurons à notre disposition des valeurs réelles à exporter, lorsqu'on le pourra faire avantageusement, et ce qui ne pourra pas être exporté servira à établir des manufactures, et à les maintenir, lorsqu'elles auront été établies. Il est inutile de bâtir des magasins pour y vendre des marchandises, si les moyens d'acheter manquent. Les manufactures ne peuvent point prospérer dans un pays qui n'est pas floris-

sant, à moins que les effets manufacturés ne puissent être vendus avec profit à des chalans étrangers, et c'est, suivant nous, ce à quoi nos manufacturiers ne pourraient pas s'attendre. Le plus qu'ils pourraient attendre, ce serait de trouver à vendre leurs articles dans le pays; leur trafic serait en conséquence limité, et nous ne pourrions jamais compter sur les produits de l'industrie comme notre principale ressource, avant que notre population eût acquis un immense accroissement. Des manufactures domestiques peuvent nous être avantageuses jusqu'à un certain point; mais ceux qui s'attendraient à voir le pays parvenir par leur moyen seul à une grande prospérité seraient frustrés dans leur attente.

Notre but, en écrivant cet article, est de nous efforcer de donner à tous ceux qui le liront une idée favorable de ce pays, et de les convaincre que ceux qui l'habitent ont le pouvoir et les moyens nécessaires pour le faire prospérer, pour le rendre aussi florissant que tout autre pays de ce continent, et qu'ils n'ont pour cela qu'à user de ces moyens judicieusement. Il nous est honorable de compter sur nous-mêmes et sur les vastes ressources qui sont à notre disposition. Nous n'avons qu'à nous louer de notre situation et des avantages que nous possédons, et si nous croyons avoir été frustrés dans nos attentes, il nous serait fort à propos d'examiner quelles étaient ces attentes, pour voir si celles de nos attentes, ou de nos espérances qui ne se sont pas réalisées, étaient raisonnables ou non, ou s'il y a eu ou non de notre faute. Ce que nous désirons le plus ardemment, c'est de voir tous les membres de la société canadienne s'unir du cœur et de la main dans leurs efforts pour trouver ce qu'il y a à faire pour avancer la prospérité générale du pays, et adopter promptement les mesures propres à amener cet heureux résultat. Il n'y aura rien à espérer pour notre pays ou pour sa prospérité, tant qu'il